

Vu l'avis 31.351/1 du Conseil d'Etat, donné le 8 mars 2001;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 5 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, tel que modifié par les arrêtés royaux des 23 décembre 1988, 19 décembre 1990, 7 juin 1991, 19 décembre 1991, 11 janvier 1993, 30 décembre 1993, 6 avril 1995, 7 août 1995, 10 juin 1996, 8 août 1997, 10 novembre 1997, 20 mars 1998, 28 avril 1998, 3 février 1999, 9 juin 1999 et 29 mars 2000, dans la rubrique "Consultations", le libellé de la prestation 301033 est remplacé par le libellé suivant :

"\*Consultation d'un licencié en science dentaire ou d'un dentiste capacitare, demandée par un médecin, au domicile du malade .....

N 11"

**Art. 2.** A l'article 6 de l'annexe au même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 7 juin 1991, 19 décembre 1991, 11 janvier 1993, 30 décembre 1993, 10 juin 1996, 8 août 1997, 28 avril 1998, 3 février 1999 et 29 mars 2000 il est inséré un § 1<sup>bis</sup>, rédigé comme suit :

« § 1<sup>er bis</sup>. La consultation prévue sous le n° 301033 fait l'objet d'une demande écrite du médecin traitant. Le dentiste conserve cette demande dans le dossier dentaire.

La présence du médecin n'est pas requise. »

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 4.** Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juin 2001.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

Gelet op het advies 31.351/1 van de Raad van State, gegeven op 8 maart 2001;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 5 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingsinzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 december 1988, 19 december 1990, 7 juni 1991, 19 december 1991, 11 januari 1993, 30 december 1993, 6 april 1995, 7 augustus 1995, 10 juni 1996, 8 augustus 1997, 10 november 1997, 20 maart 1998, 28 april 1998, 3 februari 1999, 9 juni 1999 en 29 maart 2000, wordt in de rubriek "Raadplegingen" de omschrijving van de verstrekking 301033 vervangen door de volgende omschrijving :

"\*Raadpleging van een licentiaat in de tandheelkunde of van een tandarts die houder is van een bekwaamheidsgetuigschrift, door een geneesheer aangevraagd, bij de zieke thuis .....

N 11"

**Art. 2.** In artikel 6 van de bijlage bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 7 juni 1991, 19 december 1991, 11 januari 1993, 30 december 1993, 10 juni 1996, 8 augustus 1997, 28 april 1998, 3 februari 1999 en 29 maart 2000 wordt een § 1<sup>bis</sup> ingevoegd, luidende als volgt :

« § 1<sup>bis</sup>. De raadpleging voorzien onder nr. 301033 gebeurt op schriftelijke aanvraag van de behandelende geneesheer. De tandarts bewaart deze aanvraag in het tandheelkundig dossier.

De aanwezigheid van de geneesheer is niet vereist. »

**Art. 3.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

**Art. 4.** Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juni 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

F. 2001 — 2248

[C — 2001/22526]

**9 JUILLET 2001.** — Arrêté royal réglementant la destruction des banques de données de la Banque-carrefour de la sécurité sociale et des banques de données sociales ou des données sociales à caractère personnel y conservées, en exécution de l'article 29 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité Sociale, notamment l'article 29;

Vu l'avis du Comité de Gestion de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 30 mars 1999;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 23 avril 1999;

Vu l'avis de la Commission de la protection de la vie privée donné le 24 mai 2000;

N. 2001 — 2248

[C — 2001/22526]

**9 JULI 2001.** — Koninklijk besluit tot regeling van de vernietiging van de gegevensbanken van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de sociale gegevensbanken of de sociale gegevens van persoonlijke aard die erin worden bewaard, in uitvoering van artikel 29 van de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 29;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid van 30 maart 1999;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 april 1999;

Gelet op het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 24 mei 2000;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi, de Notre Ministre de l'Intérieur, de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions et de Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « la loi » : la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la Sécurité Sociale;

2° « institutions de sécurité sociale » : les organes visés à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, de la loi;

3° « la commission interdépartementale » : l'organe interdépartemental compétent pour la coordination administrative, technique, technologique et scientifique en temps de crise.

**Art. 2.** En cas de guerre, dans des circonstances y assimilées en vertu de l'article 7 de la loi du 12 mai 1927 sur les réquisitions militaires ou pendant l'occupation du territoire national par l'ennemi, chaque Ministre compétent pour l'application de la sécurité sociale peut soumettre la problématique de la destruction des banques de données de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et des banques de données sociales ou des données sociales à caractère personnel y conservées à la discussion au sein de la commission interdépartementale.

Il peut y procéder de sa propre initiative ou à la demande de la personne chargée de la gestion journalière d'une institution de sécurité sociale visée à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a) et d), de la loi dont il exerce la surveillance.

Le Ministre des Affaires sociales peut par ailleurs y procéder à la demande de la personne chargée de la gestion journalière de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

**Art. 3.** La commission interdépartementale émet, d'initiative ou à la demande d'un Ministre compétent pour l'application de la sécurité sociale, un avis motivé sur les aspects suivants au moins :

1° la copie sur supports électroniques des données sociales à caractère personnel traitées par ou pour le compte de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et des institutions de sécurité sociale;

2° la transmission des supports électroniques mentionnés sous le point 1°, par la Banque Carrefour de la sécurité sociale et les institutions de sécurité sociale à une instance encore à préciser responsable de leur sécurité;

3° la destruction des banques de données dans lesquelles sont conservées des données sociales à caractère personnel par ou pour le compte de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et des institutions de sécurité sociale.

L'avis est transmis aux Ministres réunis en Conseil qui prennent une décision en la matière.

Si le Ministre compétent pour l'application de la sécurité sociale invite la commission interdépartementale à émettre un avis, celle-ci émet son avis au plus tard le jour suivant; à défaut d'un avis dans ce délai le Ministre intéressé peut soumettre la problématique de la destruction des banques de données de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et des banques de données sociales ou des données sociales à caractère personnel y conservées, directement au Ministres réunis en Conseil.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Les Ministres compétents pour l'application de la sécurité sociale transmettent, par le biais des canaux d'information existants, la décision des Ministres réunis en Conseil aux personnes chargées de la gestion journalière des institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a) et d), de la loi dont ils exercent la surveillance.

Le Ministre des Affaires sociales transmet par ailleurs la décision à la personne chargée de la gestion journalière de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

§ 2. Les personnes chargées de la gestion journalière des institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, a) et d), de la loi, sont, le cas échéant, chargées d'informer les personnes chargées de la gestion journalière des institutions de sécurité sociale visées à l'article 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, b) et c), de la loi, auxquelles il est fait référence dans le répertoire particulier des personnes visé à l'article 6, alinéa 2, 2°, de la loi, qui est tenu à jour par leur institution.

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Werkgelegenheid, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken, van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en van Onze Minister van Landbouw en Middenstand en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « de wet » : de wet van 15 januari 1990 houdende oprichting en organisatie van een Kruispuntbank van de sociale zekerheid;

2° « instellingen van sociale zekerheid » : de organen bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, van de wet;

3° « de interdepartementale commissie » : het interdepartementaal orgaan bevoegd voor de administratieve, technische, technologische en wetenschappelijke coördinatie in crisistijd.

**Art. 2.** In oorlogstijd, in omstandigheden daarmee gelijkgesteld krachtens artikel 7 van de wet van 12 mei 1927 op de militaire opeisingen of tijdens de bezetting van het grondgebied door de vijand, kan elke Minister die bevoegd is voor de toepassing van de sociale zekerheid de problematiek met betrekking tot de vernietiging van de gegevensbanken van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de sociale gegevensbanken of de sociale gegevens van persoonlijke aard die erin worden bewaard, ter bespreking voorleggen aan de interdepartementale commissie.

Hij kan hiertoe overgaan op eigen initiatief of op verzoek van de persoon belast met het dagelijks bestuur van een instelling van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, a) en d), van de wet, waarover hij het toezicht uitoefent.

De Minister van Sociale Zaken kan hiertoe bovendien overgaan op verzoek van de persoon belast met het dagelijks bestuur van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

**Art. 3.** De interdepartementale commissie brengt, op eigen initiatief of op verzoek van een Minister die bevoegd is voor de toepassing van de sociale zekerheid, een gemotiveerd advies uit, dat minstens betrekking heeft op volgende aspecten :

1° het kopiëren op elektronische dragers van de sociale gegevens van persoonlijke aard die door of voor rekening van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de instellingen van sociale zekerheid worden verwerkt;

2° het overmaken van de onder 1° vermelde elektronische dragers door de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de instellingen van sociale zekerheid aan een nader te bepalen instantie verantwoordelijk voor het in veiligheid stellen ervan;

3° het vernietigen van de gegevensbanken waarin sociale gegevens van persoonlijke aard worden bewaard door of voor rekening van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de instellingen van sociale zekerheid.

Het advies wordt overgemaakt aan de in Raad vergaderde Ministers die een beslissing ter zake nemen.

Indien de interdepartementale commissie om advies wordt verzocht door de Minister die bevoegd is voor de toepassing van de sociale zekerheid, brengt zij haar advies uiterlijk de eerstvolgende dag uit; bij ontstentenis van een advies binnen deze termijn kan de betrokken Minister de problematiek met betrekking tot de vernietiging van de gegevensbanken van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de sociale gegevensbanken of de sociale gegevens van persoonlijke aard die erin worden bewaard, rechtstreeks bij de in Raad vergaderde Ministers aanhangig maken.

**Art. 4. § 1.** De Ministers die bevoegd zijn voor de toepassing van de sociale zekerheid maken de beslissing van de in Raad vergaderde Ministers via de bestaande informatiekkanalen over aan de personen belast met het dagelijks bestuur van de instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, a) en d), van de wet, waarover ze het toezicht uitoefenen.

De Minister van Sociale Zaken maakt de beslissing bovendien over aan de persoon belast met het dagelijks bestuur van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid.

§ 2. De personen belast met het dagelijks bestuur van de instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, a) en d), van de wet, staan, in voorkomend geval, in voor de kennisgeving aan de personen belast met het dagelijks bestuur van de instellingen van sociale zekerheid, bedoeld in artikel 2, eerste lid, 2°, b) en c), van de wet, waarnaar wordt verwezen in het bijzonder repertorium van de personen, bedoeld in artikel 6, tweede lid, 2°, van de wet, dat door hun instelling wordt bijgehouden.

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Les personnes chargées de la gestion journalière de la Banque Carrefour et des institutions de sécurité sociale sont chargées, conformément à la décision des Ministres réunis en Conseil, de :

1° copier les données sociales à caractère personnel traitées par ou pour le compte de leur institution sur supports électroniques;

2° transmettre les supports électroniques mentionnés sous le point 1° à l'instance responsable de leur sécurité désignée par le Conseil des Ministres;

3° la destruction des banques de données dans lesquelles sont conservées des données sociales à caractère personnel par ou pour le compte de leur institution.

§ 2. Si la gestion des banques de données sociales et des données sociales à caractère personnel y conservées est confiée à une personne qui exécute des travaux en sous-traitance, les parties au contrat de sous-traitance fixent des accords précis et établis par écrit concernant l'exécution des dispositions du présent arrêté.

L'existence d'un contrat de sous-traitance ne porte en aucune hypothèse préjudice aux obligations imposées aux personnes chargées de la gestion journalière de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et des institutions de sécurité sociale en vertu du § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Dans la mesure où la décision des Ministres réunis en Conseil ne donne pas de réponse définitive concernant certaines modalités et conditions d'exécution des obligations mentionnées dans le § 1<sup>er</sup>, les personnes chargées de la gestion journalière de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et des institutions de sécurité sociale peuvent s'inspirer des dispositions figurant dans le manuel visé à l'article 6.

En toute hypothèse, la destruction doit avoir pour conséquence l'inutilisabilité complète des données sociales à caractère personnel.

**Art. 6.** Les personnes chargées de la gestion journalière de la Banque Carrefour de la sécurité sociale et des institutions de sécurité sociale rédigent un manuel relatif aux obligations mentionnées à l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

Ce manuel comprend au moins les éléments suivants :

1° par banque de données sociales, une description précise des modes possibles selon lesquels les données sociales à caractère personnel y reprises peuvent être copiées sur supports électroniques;

2° par banque de données sociales, une description précise des modes de destruction possibles;

3° une description de la fonction de la personne qui exécutera la destruction des banques de données sociales;

4° par banque de données sociales, une description précise des modes de reconstruction de la banque en temps de paix;

5° si la gestion des banques de données sociales et des données sociales à caractère personnel est confiée à un sous-traitant, la manière selon laquelle la décision des Ministres réunis en Conseil visée à l'article 3, alinéa 2, sera exécutée.

Le manuel est rédigé dans un délai de 24 mois à compter du premier jour du mois de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Le Comité de Surveillance près la Banque Carrefour de la sécurité sociale veille au respect de la présente disposition.

**Art. 7.** Notre Ministre de l'Emploi, Notre Ministre de l'Intérieur, Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions et Notre Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 juillet 2001.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Intérieur,  
A. DUQUESNE

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,  
J. GABRIELS

**Art. 5. § 1.** De personen belast met het dagelijks bestuur van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de instellingen van sociale zekerheid staan, conform de beslissing van de in Raad vergaderde Ministers, in voor :

1° het kopiëren op elektronische dragers van de sociale gegevens van persoonlijke aard die door of voor rekening van hun instelling worden verwerkt;

2° het overmaken van de onder 1° vermelde elektronische dragers aan de door de Ministerraad bepaalde instantie verantwoordelijk voor het in veiligheid stellen ervan;

3° het vernietigen van de gegevensbanken waarin sociale gegevens van persoonlijke aard worden bewaard door of voor rekening van hun instelling.

§ 2. Indien het beheer van de sociale gegevensbanken en de sociale gegevens van persoonlijke aard die erin worden bewaard, wordt toevertrouwd aan een persoon die werken in onderaanneming uitvoert, worden tussen de partijen van de aannemingsovereenkomst duidelijke en schriftelijk vastgelegde afspraken gemaakt met betrekking tot de uitvoering van de bepalingen van dit besluit.

Het bestaan van een aannemingsovereenkomst doet in geen geval afbreuk aan de verplichtingen die krachtens § 1 aan de personen belast met het dagelijks bestuur van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de instellingen van sociale zekerheid worden opgelegd.

§ 3. In de mate dat de beslissing van de in Raad vergaderde Ministers over bepaalde nadere regels en voorwaarden van de uitvoering van de in § 1 vermelde verplichtingen geen uitsluitel geeft, mogen de personen belast met het dagelijks bestuur van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de instellingen van sociale zekerheid zich laten leiden door de bepalingen opgenomen in de handleiding bedoeld in artikel 6.

In elk geval moet de vernietiging tot gevolg hebben dat de sociale gegevens van persoonlijke aard volledig onbruikbaar worden.

**Art. 6.** De personen belast met het dagelijks bestuur van de Kruispuntbank van de sociale zekerheid en de instellingen van sociale zekerheid stellen een handleiding op met betrekking tot de verplichtingen vermeld in artikel 5, § 1.

Deze handleiding bevat tenminste volgende elementen :

1° per sociale gegevensbank een nauwkeurige beschrijving van de mogelijke wijzen waarop de erin opgenomen sociale gegevens van persoonlijke aard kunnen worden gecopieerd op elektronische dragers;

2° per sociale gegevensbank een nauwkeurige beschrijving van de mogelijke vernietigingswijzen;

3° een functieomschrijving van de persoon die de vernietiging van de sociale gegevensbanken zal uitvoeren;

4° per sociale gegevensbank een nauwkeurige beschrijving van de wijzen waarop de bank in vredestand kan heropgebouwd worden;

5° indien het beheer van de sociale gegevensbanken en de sociale gegevens van persoonlijke aard wordt toevertrouwd aan een onderaannemer, de wijze waarop de in artikel 3, tweede lid, bedoelde beslissing van de in Raad vergaderde Ministers zal worden uitgevoerd.

De handleiding wordt opgesteld binnen een termijn van 24 maanden te rekenen vanaf de eerste dag van de maand waarop dit besluit in werking treedt.

Het Toezichtcomité bij de Kruispuntbank van de sociale zekerheid verzekert het toezicht op de naleving van deze bepaling.

**Art. 7.** Onze Minister van Werkgelegenheid, Onze Minister van Binnenlandse Zaken, Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen en Onze Minister van Landbouw en Middenstand zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 juli 2001.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Werkgelegenheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
A. DUQUESNE

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

De Minister van Landbouw en Middenstand,  
J. GABRIELS